



62 684 entrées par an : qui sont les lobbies qui font la loi au Parlement européen ?

Résumé exécutif

La présence des lobbyistes au Parlement européen est massive. En un an, entre la reprise des travaux parlementaires en août 2025 et la pause estivale de juillet 2026, **des lobbyistes sont entrés 62 684 fois dans le Parlement européen**. Jusqu'à parfois être plus nombreux que les députés européens eux-mêmes : **1 jour sur 10, les lobbyistes sont plus nombreux que les députés européens sur leur propre lieu de travail**.

Ces données inédites sur les entrées de lobbyistes dans l'enceinte du Parlement européen permettent de montrer qui sont les forces en présence au Parlement européen. Sans surprise, ce sont des acteurs privés qui représentent des intérêts économiques et financiers privés qui sont en immense majorité. **Les intérêts privés représentent au minimum 62 % des entrées et 67 % des rendez-vous avec des parlementaires**. Les ONG qui portent des intérêts « généraux », comme l'indépendance énergétique de l'Union européenne, ne représentent que 25,6 % des entrées, et 21,9 % des rendez-vous.

Parmi les 21 entreprises et groupes qui cumulent le plus d'entrées au Parlement européen, 12 représentent des intérêts non européens et 5 des entreprises sont impliquées dans l'expansion pétro-gazière. **Les lobbyistes de l'industrie fossile étaient présents 4 jours sur 5 au Parlement et leur contingent comptait en moyenne 8 personnes chaque jour**.

C'est en croisant les données publiques sur les rendez-vous avec les parlementaires et les données relatives à la présence des lobbyistes que l'on peut observer la présence inexplicée des lobbies au Parlement européen. Par exemple, **pour l'industrie fossile on remarque une présence inexplicée pour 63 % des jours de présence**, seuls 37 % des jours ayant une correspondance avec un rendez-vous déclaré.

Cette présence est d'autant plus inquiétante qu'elle correspond à des moments clefs, comme le démantèlement des lois sur le climat, la santé, les droits humains ou la finance durable. **La loi, censée bénéficier au plus grand nombre, semble écrite par et pour les intérêts privés**. Il est urgent que l'Union européenne remette ses propres intérêts au cœur des débats parlementaires.

Résumé exécutif	1
Introduction : quelles données pour analyser une année de lobbying au Parlement ?	3
Qui sont les lobbyistes ? La domination des intérêts privés.	3
Qui sont les acteurs les plus actifs ? À la rencontre des géants du lobbying	6
Énergies fossiles : une année de pression exceptionnelle	9
La présence annuelle des énergies fossiles	10
Que font les lobbyistes fossiles au Parlement européen ?	13
Le poids des cabinets de conseil dans le lobbying : le cas sur le lobby du tabac	15
Conclusion	16
ANNEXE I - Méthodologie	18

Introduction : quelles données pour analyser une année de lobbying au Parlement ?

La compréhension de l'étendue des activités de lobbying au sein de l'Union européenne repose généralement sur l'analyse de deux types de données : l'argent dépensé par les lobbies et les rendez-vous réalisés avec les décideurs politiques. S'agissant de l'argent, c'est-à-dire, des montants alloués aux activités de lobbying, les données sont extraites du registre de transparence de l'Union européenne dans lequel les lobbies déclarent eux-mêmes les sommes qu'ils dépensent pour influencer la décision européenne. Quant aux rendez-vous, les données sont directement disponibles sur le site du Parlement européen. L'article 7 du code de conduite des députés européens concernant l'intégrité et la transparence¹ impose en effet aux parlementaires de publier leurs rencontres avec les représentants d'intérêts.

Un autre type de données peut être analysé : la présence physique des lobbyistes dans le Parlement européen. Tout lobby enregistré sur le registre de transparence de l'Union européenne peut faire les démarches afin d'obtenir un badge donnant accès au Parlement européen. Une fois obtenu, ce badge permet l'entrée dans le Parlement européen aux lobbyistes sans qu'aucune justification supplémentaire ne soit demandée.

Contrairement aux données déjà exploitées, celles-ci ne sont pas issues de simples déclarations. Ces données permettent de connaître l'exact état des forces en présence dans le Parlement européen, et donc d'aller plus loin que l'analyse habituelle du lobbying. **Ces données devraient être publiquement et automatiquement accessibles sur le site du Parlement européen. Elles sont d'intérêt public.**

Pour la première fois, Reclaim Finance publie l'analyse des entrées et sorties des lobbyistes au Parlement européen sur une année complète. Cette analyse se base sur une méthodologie simple : compter les entrées dans le Parlement européen lorsque celui-ci est ouvert, en session parlementaire, et que des lobbyistes sont entrés dans le Parlement européen. La période d'analyse commence donc à la pré-rentrée du lundi 25 août 2025 et se termine le vendredi 24 juillet 2026, veille de la pause estivale². Elle compte 223 jours.

Sur cette période d'un an d'ouverture du Parlement européen, **les lobbyistes sont entrés 62 684 fois dans son enceinte, que ce soit à Bruxelles ou à Strasbourg**. En partant du principe selon lequel chaque lobbyiste parle à un député par visite, **un député voit donc en moyenne au moins 87 lobbyistes par an**.

Qui sont les lobbyistes ? La domination des intérêts privés.

En une année, ce sont 3301 entités différentes qui sont entrées au Parlement européen. Ces entités sont classifiées selon la grille de lecture du registre de transparence³. C'est grâce à cette

¹ Parlement européen, [Code of Conduct for Members of the European Parliament regarding Integrity and Transparency](#), disponible au 1er octobre 2026.

² Une explication méthodologique plus complète se trouve dans l'Annexe I - Methodologie

³ (1) Organisations non gouvernementales, plateformes, réseaux et assimilés, (2) Groupements professionnels et commerciaux, (3) Sociétés et groupes, (4) Cabinets de consultants spécialisés, (5) Associations syndicales et professionnelles, (6) Groupes de réflexion et organismes de recherche, (7)

classification que l'on peut savoir si un lobby fait partie des ONG, des entreprises, des syndicats, des groupements professionnels, etc.

En moyenne, chaque lobby entré dans le Parlement est donc venu 19 fois (62684/3301). Cette moyenne cache évidemment l'immense disparité des acteurs : seule la moitié des lobbies est venue plus de 8 fois au Parlement européen. **11,3 % des lobbies ne sont venus qu'une seule fois, quand le top 1 % des lobbies les plus actifs représente 11,7 % des entrées.** Ces chiffres ne tiennent pas compte des quelques de 13 000 autres lobbies enregistrés dans le registre de transparence qui ne sont jamais venus au Parlement européen sur l'année écoulée.

Par ailleurs, certaines entités disposent de plusieurs badges d'accès au Parlement européen. Il est donc fréquent que plusieurs représentants d'un même lobby se rendent au Parlement européen le même jour. En prenant en compte les jours uniques de présence, on apprend que le lobby moyen est venu au Parlement européen sur 13 jours différents (pour 19 entrées), avec une médiane à 7. La moitié des lobbies est donc venue au moins 7 fois au Parlement européen.

Entrées au Parlement européen selon le type d'entité (nombre d'entrées et pourcentage)

NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS, PLATFORMS AND NETWORKS AND SIMILAR (16035) - 25,6%



TRADE AND BUSINESS ASSOCIATIONS (15368) - 24,5%



COMPANIES & GROUPS (14401) - 23 %



PROFESSIONAL CONSULTANCIES (9017) - 14,4%



TRADE UNIONS AND PROFESSIONAL ASSOCIATIONS (3021) - 5,5%



THINK TANKS AND RESEARCH INSTITUTIONS (1414) - 2,3%



RELIGIOUS ORGANISATIONS (1033) - 1,6%



OTHER PUBLIC OR MIXED ENTITIES (884) - 1,4%



OTHERS (802) - 1,3%



PUBLIC AUTHORITIES (709) - 1,1%



Organisations représentant des Églises et des communautés religieuses, (8) Associations et réseaux d'autorités publiques, (9) Autres organisations et entités publiques ou mixtes, (10) Travailleurs indépendants, (11) Institutions académiques, (12) Cabinets d'avocats, (13) Entités, bureaux ou réseaux établis par des pays tiers.

Pour des raisons statistiques, les catégories 9 à 13 ont été rassemblées en une seule, qui représente 1,28 % des entrées au parlement européen, soit 802 entrées sur les 62 684.

Chaque jour, 174 lobbyistes viennent donc porter des intérêts privés, qu'ils soient économiques ou financiers. Ce chiffre ne tient pas compte de la présence des associations professionnelles. La catégorie du registre de transparence correspondant mélange en effet les syndicats et les associations professionnelles, et ne peut donc être pleinement incluse pour le compte des intérêts privés. Il en va de même pour les think tanks, parfois accolés à des universités, et parfois à des groupes économiques.

Il est par ailleurs nécessaire de rappeler ici que la classification des lobbies repose sur des éléments déclaratifs dans le registre de transparence. **Les intérêts privés pétro-gaziers sont en effet également représentés dans la catégorie « ONG, plateforme, réseau ou similaire ».** Plus largement de nombreuses associations classées en ONG dans le registre ont été créées par des industries et/ou sont financées par ces acteurs. Ainsi le *European Energy Forum* est déclaré comme une « ONG, plateforme, réseau ou similaire ». Cette classification est pour le moins étonnante, puisque le *European Energy Forum* déclare recevoir ses financements de la part des cotisations de ses membres, parmi lesquels les majors pétro-gazières Shell, TotalEnergies, ExxonMobil, ENI, l'association FuelsEurope...

Les présences au Parlement peuvent être comparées avec les rendez-vous déclarés sur le site du Parlement européen. L'année écoulée, 14 525 rendez-vous avec des parlementaires ont été déclarés par les équipes de ces derniers. En moyenne, ce sont donc 65 rendez-vous par jour qui ont été organisés avec des parlementaires.

Rendez-vous obtenus au Parlement selon le type d'entité (rendez-vous et pourcentage)

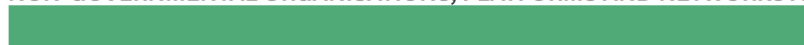
COMPANIES & GROUPS (4899) - 33,73%



TRADE AND BUSINESS ASSOCIATIONS (4341) - 29,9%



NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS, PLATFORMS AND NETWORKS AND SIMILAR (3182) - 21,9%



TRADE UNIONS AND PROFESSIONAL ASSOCIATIONS (850) - 5,86%



PROFESSIONAL CONSULTANCIES (490) - 3,37%



THINK TANKS AND RESEARCH INSTITUTIONS (294) - 2%



ORGANISATIONS REPRESENTING CHURCHES AND RELIGIOUS COMMUNITIES (241) - 1,7%



OTHERS (81) - 0,6%



OTHER ORGANISATIONS, PUBLIC OR MIXED ENTITIES (80) - 0,6%



ACADEMIC INSTITUTIONS (67) 0,5%

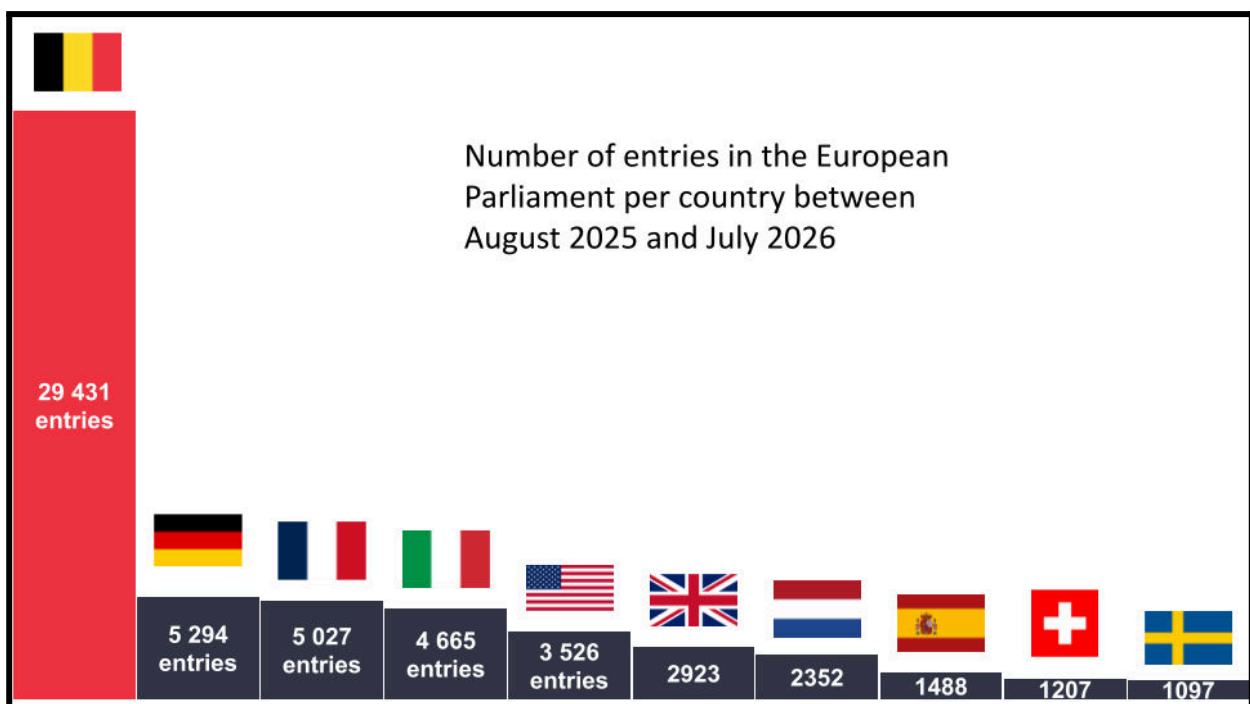


Les données montrent que deux rendez-vous sur trois se font donc avec des lobbies qui représentent des intérêts privés. En revanche, moins de 22 % sont réalisés avec des ONG, plateformes ou réseaux similaires. Les données du Parlement européen contredisent donc le narratif conservateur⁴ mettant les ONG au cœur du pouvoir et de la décision politique. **Ce sont bien les intérêts privés qui priment au parlement européen : ils représentent a minima 62 % des entrées au Parlement européen, et 67 % des rendez-vous.**

Une analyse de ces acteurs privés s'impose donc : reconnaître les plus grands lobbies au Parlement européen permet de savoir quels intérêts sont particulièrement poussés, mais aussi qui finance ces positions qui, souvent, vont à l'opposé des objectifs européens, notamment en matière de compétitivité ou de décarbonation.

Qui sont les acteurs les plus actifs ? À la rencontre des géants du lobbying

Le registre de transparence permet également de connaître le lieu de domiciliation des lobbies. L'analyse des 62 684 entrées permet d'obtenir le graphique suivant. Avant de lire le graphique, il est néanmoins nécessaire d'apporter de la nuance. Les intérêts portés par des lobbies belges représentent près de la moitié des entrées, mais cela est dû à l'adresse donnée par les lobbies, qui souvent mettent comme adresse principale leur bureau bruxellois. Il serait trompeur de faire la confusion entre les intérêts des lobbies « belges » et l'importance des lobbies qui n'ont de belge que l'adresse postale.



En excluant la Belgique, l'Allemagne et la France se partagent la première place avec respectivement 5294 et 5027 entrées (8,5 % et 8 % des entrées). Viennent ensuite l'Italie (4665

⁴ Politico, [EPP's war on NGOs is driving a wedge through Europe's political center](#), 5 mai 2025 (accessible au 01/10/2026)

entrées – 7,45 %) puis les États-Unis (3526 entrées – 5,6 %). Le Royaume-Uni représente quant à lui 4,7 % des entrées avec 2923 passages au Parlement européen.

Sur les 223 jours d'ouverture du Parlement européen entre 2025 et 2026, les États-Unis n'en ont manqué que 18, dont 13 lors des semaines d'activités extérieures (lors desquelles les députés européens ne restent généralement pas à Bruxelles). **Autrement dit, les intérêts américains étaient représentés 92 % du temps dans le Parlement européen (et donc absents uniquement 8% des jours).** Ce chiffre ne tient pas compte des nombreux lobbies basés en Belgique, comme ExxonMobil, la Chambre de Commerce américaine, Meta Platforms, Walt Disney, McDonald's ou encore Coca-Cola.

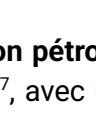
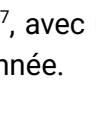
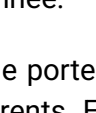
L'analyse du top 10 des associations professionnelles et commerciales permet par ailleurs de mieux comprendre ce poids de la « Belgique ». Seules deux ne sont pas officiellement domiciliées en Belgique. Cependant, ces associations centralisent les demandes des différentes industries (e.g. FuelsEurope) ou sont à nouveau simplement domiciliées en Belgique mais représentent d'autres intérêts, comme *Servizi all'Industria Italiana S.A.*

Organisation name	NB of visits	NB of unique days		Location of head office
EuroCommerce	205	72		BELGIUM
Servizi all'Industria Italiana S.A.	195	96		BELGIUM
European Federation of Pharmaceutical Industries	190	89		LUXEMBOURG
CEFIC - European Chemical Industry Council	185	76		BELGIUM
Community of European Railway and Infrastructure	182	137		BELGIUM
MEDICINES FOR EUROPE	173	89		BELGIUM
Confederazione Generale dell'Industria Italiana	163	93		ITALY
FuelsEurope	158	57		BELGIUM
BUSINESSEUROPE	158	75		BELGIUM
European Association Automotive Suppliers	153	61		BELGIUM

Parmi les 21⁵ entreprises et groupes⁶ qui cumulent le plus d'entrées au Parlement européen, 8 sont officiellement en dehors de l'Union européenne. Quatre autres entreprises multinationales se reposant sur des filiales européennes pourraient être ajoutées à ce compte: Yara (Norvège), Exxonmobil Petroleum & Chemical (États-Unis), Vodafone (Royaume-Uni) et Meta platforms (États-Unis).

⁵ Total Politics Group est l'entreprise derrière la rédaction du magazine *The Parliament*, diffusé dans le Parlement européen. L'entreprise n'a pas de liens avec le groupe TotalEnergies, et ne semble pas faire de lobbying particulier.

⁶ Les 20 et 21èmes places cumulant le même nombre d'entrées dans le Parlement européen, Reclaim Finance a fait le choix de présenter un top 21.

Organisation name	NB of visits	NB of unique days		Location of head office
Total Politics Group	202	68		UNITED KINGDOM
British American Tobacco	154	82		UNITED KINGDOM
Eni S.p.A.	149	68		ITALY
Merck Sharp & Dohme Europe Belgium	148	73		UNITED STATES
ENEL SpA	142	85		ITALY
Meta Platforms Ireland Limited and its v	139	79		IRELAND
TotalEnergies SE	130	77		FRANCE
Apple Inc.	128	83		UNITED STATES
Telefonica, S.A.	122	62		SPAIN
Google	108	65		UNITED STATES
BASF SE	101	65		GERMANY
Think-Film Impact Production	99	92		UNITED KINGDOM
Orange	89	51		FRANCE
YARA BELGIUM S.A.	89	50		BELGIUM
ExxonMobil Petroleum & Chemical	88	44		BELGIUM
Vodafone Belgium SA	87	52		BELGIUM
Leonardo S.p.A.	86	51		ITALY
Enterprise Rent-A-Car UK Limited	86	63		UNITED KINGDOM
Ericsson	86	62		SWEDEN
A2A	85	39		ITALY
Philip Morris International Inc.	85	53		SWITZERLAND

Ce Top 21 contient 5 entreprises impliquées dans l'expansion pétro-gazière : ENI SpA, ENEL SpA, Totalenergies, Exxonmobil petroleum & Chemical et A2A⁷, avec un cumul de 594 entrées, soit plus de 118 entrées en moyenne par lobby sur une seule année.

British American Tobacco est l'entreprise qui est le plus venue porter des positions politiques au Parlement européen, en venant 154 fois, sur 82 jours différents. Elle n'est pas le seul lobby du tabac à s'être rendu fréquemment au Parlement européen. Philip Morris International Inc est également rentré 85 fois en 53 jours.

Le top contient également les trois premières lettres des GAFAM : Google (10e, 108 visites en 65 jours), Apple (8e, 128 entrées en 83 jours) et Facebook devenu META (6e, 139 visites en 79

⁷ D'après les données de la Global Oil & Gas Exit List – GOGEL, au 25/11/2025. <https://gogel.org/>
Voir Annexe I - Méthodologie

jours). Amazon et Microsoft sont respectivement 135e (30 entrées en 22 jours) et 26e (78 entrées en 49 jours). Les cinq GAFAM représentent donc 483 entrées sur 136 jours différents. **Le Parlement européen a donc accueilli un lobbyiste représentant l'une des cinq entreprises GAFAM 61 % de ses jours d'ouverture lors de l'année qui s'est écoulée.**

Ces nouvelles relatives aux entrées et sorties des lobbyistes au Parlement européen nous permettent également d'obtenir une visualisation d'une journée moyenne au Parlement européen. Sur une journée moyenne, le Parlement accueille 281 lobbyistes. Parmi ces lobbyistes, au moins 37 représentent des entités non-européennes (dont près de 16 étasuniennes). **Sur l'année écoulée, il y avait en moyenne, chaque jour, 8 lobbyistes de l'industrie fossile, et 12 de la finance dans le Parlement européen** (voir tableau, ligne 2).

	Lobbies fossiles	Lobbies financiers	Lobbies du tabac	Lobbies hors UE...	dont lobbies États-Unis ⁸	Total des entrées
All days (223 days)	1 823	2 689	412	8 310	3 517	62 684
Average per day (all year)	8,17	12,06	1,85	37,26	15,77	281,09
Average (without external activities)	9,35	13,65	2,16	42,32	17,95	318,81
Average Committee (70 days)	11,40	19,40	2,11	55,83	23,99	437
Average Plenary (61 days)	7,77	6,13	2,07	23,11	10,77	151
Average EP Groups (60 days)	8,57	14,60	2,23	46,08	182,17	352
Average External activities (32 days)	1,09	2,41	0,13	7,09	2,75	51

Lecture (encadré rouge) : « lors des semaines d'examen des textes en commission parlementaire, il y avait en moyenne chaque jour 19,4 lobbyistes de la finance dans l'enceinte du Parlement européen. »

Énergies fossiles : une année de pression exceptionnelle

Cette présence massive des lobbies fossiles n'est évidemment pas sans lien avec les différentes réglementations discutées l'année passée, des plans de transition dans la directive sur le devoir de vigilance (Omnibus I - CSDDD) à la réforme de la directive sur la finance durable (SFRD), les lobbyistes ont eu une année chargée. Il est nécessaire que l'on s'y attarde.

⁸ Lobbies déclarés aux États-Unis sur le site du registre de transparence. La Chambre américaine de commerce, ExxonMobil Petroleum, Walt Disney ou encore PepsiCo font ainsi partie des exclusions car ces entités sont déclarées en Belgique.

La présence annuelle des énergies fossiles

En avril 2026, la Commission européenne s'est rendue à Santa Marta, la première conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles. Accompagné de parlementaires européens de divers bords politiques, le Commissaire européen Wopke Hoekstra⁹ a notamment réaffirmé la volonté de l'Union européenne de sortir de sa dépendance aux énergies fossiles¹⁰.

Cette sortie des énergies fossiles passe par des lois. De nombreux règlements et directives sont d'ailleurs à l'étude depuis la prise de fonction de la Commission européenne en décembre 2024, mais ces projets de lois présentés par la Commission européenne semblent systématiquement rendus moins contraignants après l'examen du Parlement européen. C'est notamment le cas de la suppression des plans de transition dans la directive sur le devoir de vigilance, ou l'allègement des exclusions sur les énergies fossiles dans les produits financiers de « transition » dans la réglementation SFDR.

Cette atténuation de l'ambition climatique et ce retour en arrière sur la sortie des fossiles s'explique doublement : la présence de nombreux lobbyistes fossiles au Parlement européen, et l'arrivée, en 2024, d'une majorité particulièrement conservatrice, très à l'écoute de l'industrie pétro-gazière.

Sur les 223 jours d'ouverture du Parlement européen entre les étés 2025 et 2026, les lobbyistes représentant directement les énergies fossiles sont entrés 1 823 fois au Parlement européen. Comme indiqué dans le tableau précédent, cela signifie qu'en moyenne, il y avait chaque jour 8,17 lobbyistes des énergies fossiles au Parlement européen.

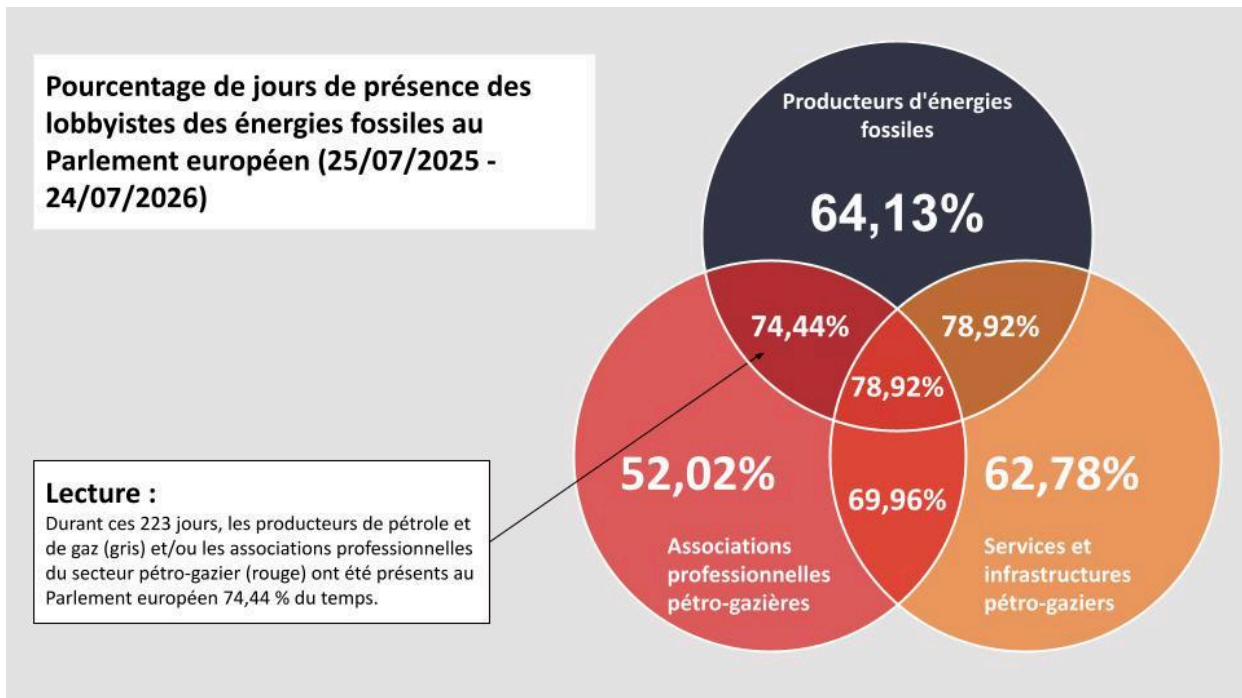
Les entreprises qui développent de nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles sont venus 635 fois sur 143 jours différents. Parmi eux, TotalEnergies SE (130 entrées en 77 jours), Eni S.p.A. (149 entrées, 68 jours), ExxonMobil Petroleum & Chemical (88 entrées en 44 jours) ou encore Shell Companies (35 entrées en 25 jours). Ils ont été accompagnés des associations qui représentent leurs intérêts, comme FuelsEurope (158 entrées en 58 jours) ou encore la International Association of Oil & Gas Producers Europe (83 entrées en 42 jours). Les entreprises responsables d'autres infrastructures et services pétro-gaziers, comme celles qui construisent des pipelines ou des centrales à gaz, sont venus 734 fois au Parlement¹¹. En tout, ce sont 560 rendez-vous officiels qui ont été organisés, puis déclarés par les députés européens.

Les lobbyistes fossiles étaient présents 4 jours sur cinq sur l'année écoulée (176 jours sur 223, soit 78,92 % du temps, voir graphique ci-dessous). L'industrie fossile, qui a pour objectif de continuer à produire et vendre des énergies fossiles le plus longtemps possible, est donc particulièrement présente pour nuire à la transition européenne.

⁹ Wopke Hoekstra est Commissaire européen au Climat, à la Neutralité carbone et à la Croissance propre

¹⁰ Le Figaro, [La sortie des énergies fossiles est nécessaire pour «l'indépendance», estime le commissaire européen au Climat](#), 28 avril 2026 (accessible au 01/10/2026)

¹¹ Pour plus de précisions, voir l'annexe I - Méthodologie.



Connaître les jours de présence permet donc de faire une autre moyenne : **quand ils sont au Parlement européen, les lobbyistes des énergies fossiles sont en moyenne 10.**

Les lobbyistes des énergies fossiles sont évidemment dans le Parlement européen quand les parlementaires y sont également. Les parlementaires devant souvent rentrer en circonscription les week-end, il y a une plus faible présence des lobbyistes les vendredis et lundis (42 jours manqués) que le reste de la semaine (seulement 14 jours manqués).

Par ailleurs, les données atteignent ici l'une de leurs limites : il n'est pas possible de savoir combien de temps un lobbyiste est resté dans le Parlement européen. **Le fait d'avoir un rendez-vous avec un parlementaire ne suffit pas forcément à expliquer l'ensemble de la présence des lobbyistes** : un lobbyiste qui a un rendez-vous à 9h, peut sortir du Parlement à 10h ou bien à 19h. Rien ne permet de savoir combien de temps ce dernier est resté au Parlement.

Les présences particulièrement fortes des lobbyistes fossiles se déroulent aux moments clefs, juste avant ou pendant des votes, ou juste avant les dépôts d'amendements.

Premier exemple : le cas de la réglementation sur la finance durable (SFDR)

À la fin de l'année 2025, la Commission européenne a proposé une réforme de la SFDR afin de combler les failles du texte jusqu'alors en vigueur. Cette réglementation permet de classer les produits financiers selon leur « durabilité » et ainsi d'aider les investisseurs dans leurs choix de produits financiers. La Commission européenne a présenté trois catégories, à savoir « ESG Basique », « Transition » et « Durable ». Dans les fonds « durables » et de « transition », il ne

serait pas possible d'investir dans des entreprises qui développent du charbon, du pétrole et du gaz fossile.

Cette logique permettrait donc aux investisseurs de ne pas se faire tromper. Malgré les condamnations, comme celle de TotalEnergies en France pour avoir insinué qu'il était « un acteur majeur de la transition »¹², les entreprises pétro-gazières font pression pour réintégrer la catégorie « transition » de la SFDR. Cette réintégration leur permettrait donc d'être financées par les produits financiers de « transition ». Le cœur de leur modèle économique repose néanmoins sur le pétrole et le gaz, et les perspectives de leurs investissements ne laissent pas penser à une réelle transition¹³.

Le 23 juin, alors que les 60 députés de la Commission des affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement européen discutaient des amendements sur la SFDR, les lobbies fossiles sont à nouveau massivement entrés dans le Parlement européen. Il y avait 35 lobbyistes des énergies fossiles, et 45 lobbyistes de la finance ce jour. La conférence était pourtant diffusée sur internet. Sur ce texte hautement stratégique pour la finance et le financement des entreprises fossiles, il y avait plus de lobbyistes de la finance et des fossiles que de députés en commission ECON. Cette surreprésentation des lobbyistes à des moments clefs n'est pas inédite. Sur l'ensemble de l'année, les 720 députés se sont retrouvés en minorité plus de 10 % du temps. **On note en effet 23 jours où le nombre de lobbyistes est passé au-dessus de 720.** Le record de l'année est de 899 lobbyistes le 18 mars 2026 (soit 4 lobbyistes pour 5 députés).

Second exemple : le cas de la directive sur le devoir de vigilance (CSDDD).

L'industrie pétrogazière a cherché, avec succès, à supprimer les plans de transition de la CSDDD. L'obligation d'adopter et de mettre en place un plan de transition climatique portait en effet atteinte aux intérêts des entreprises pétro-gazières dont les pratiques actuelles auraient dû considérablement évoluer pour remplir une telle obligation. Alors que la commission JURI, en charge du texte, se retrouvait pour la dernière fois avant le vote final en plénière, les lobbyistes fossiles sont arrivés en masse au Parlement européen.

Le mode opératoire consistait en une multiplication des interlocuteurs. Les lobbyistes fossiles ont, ce jour-ci, quadruplé leurs effectifs habituels dans le Parlement européen. **Ce sont 34 lobbyistes des énergies fossiles qui sont venus au Parlement le jour J** (contre une moyenne de 8,17 habituelle).

¹² Greenpeace France, [TotalEnergies condamnée pour greenwashing](#), octobre 2025. (lien accessible au 01/10/2026)

¹³ TotalEnergies a ainsi annoncé en septembre l'entreprise qu'elle prévoyait d'augmenter encore sa production de pétrole et de gaz, tout en réduisant ses objectifs de production d'énergies renouvelables. Reclaim Finance, [Pourquoi TotalEnergies perd des soutiens parmi les investisseurs](#), 28 septembre 2026 (accessible au 01/10/2026).

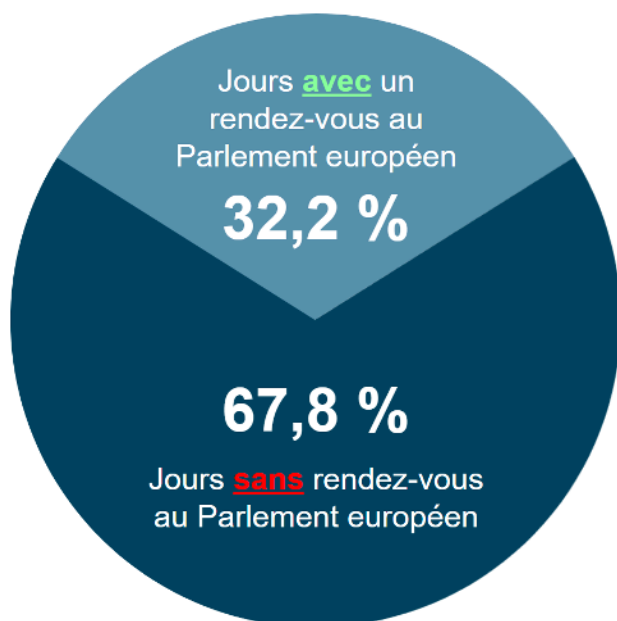
L'objectif était clair : faire déposer des amendements par la droite et l'extrême droite¹⁴ pour supprimer les plans de transition¹⁵, et trouver une majorité pour voter ces amendements.

Une analyse plus précise de l'impact du lobbying sur la loi omnibus I avait été publiée en mars 2026 sur le [site de Reclaim Finance](#).

Que font les lobbyistes fossiles au Parlement européen ?

Les lobbyistes des énergies fossiles ont donc une présence massive au Parlement européen. Pour autant, font-ils beaucoup de rendez-vous « officiels » ? Les données de présence sont désormais à mettre en relation avec les données déjà disponibles sur le site du Parlement européen et sur le registre de transparence de l'Union européenne.

Recouper les jours de présence de chacun des lobbies des énergies fossiles avec les rendez-vous déclarés avec des parlementaires ou leurs équipes, permet d'obtenir deux nombres distincts : les jours de présence au Parlement européen avec un rendez-vous, et les jours sans. Dans le cas de l'industrie pétrogazière, plus de deux-tiers des jours de présence des lobbyistes ne sont pas expliqués par un rendez-vous.



La major pétro-gazière britannique Shell Companies est par exemple venue au Parlement européen sur 25 jours différents. Lors de ces 25 jours, elle n'a eu que 5 rendez-vous. Restent donc 20 jours (80 % de son temps) où des lobbyistes de Shell sont entrés dans le Parlement européen mais n'ont pas rencontré de parlementaires.

ExxonMobil Petroleum & Chemical a des statistiques similaires, avec seulement 9 rendez-vous sur ses 44 jours de présence, soit une présence inexpliquée de 79,55 %.

La plupart des réunions au Parlement européen sont pourtant directement retransmises sur internet, rendant la présence physique systémique particulièrement étrange.

¹⁴ Extrait de la conférence de presse de la députée Pascale Piera (Patriots for Europe), dans laquelle elle revendique les amendements déposés par le groupe PPE pour supprimer les plans de transition. Extrait du compte X (ex-Twitter) de la députée européenne (accessible au 01/10/2026) <https://x.com/PascalePiera/status/1988989371710660999>

¹⁵ Audition de Patrick Pouyanné, président directeur général de TotalEnergies à l'Assemblée nationale française : « [la] Corporate Sustainability Due Diligence Directive, dite « directive Analyse CS3D », qui avait atteint un sommet dans les textes réglementaires punitifs. [...] S'est glissé au milieu de la directive un article sur les plans climat nous obligeant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré, ce qui n'a rien à voir avec le sujet ». Disponible sur le site de l'Assemblée nationale (lien accessible au 01/10/2026) : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cereind/l17cereind2425045_compte-rendu.pdf

C'est là que se pose la question principale : pourquoi les lobbyistes sont-ils au Parlement européen s'ils n'y voient pas de parlementaires et que les auditions sont filmées ?

La réponse est simple : il font du lobbying, au sens premier du terme. **Les lobbyistes organisent des rencontres fortuites.** Ils errent dans les couloirs, les lobbies et les cafés. Ils font partie du décor. Comme vu dans l'exemple précédents, ils sont présents notamment avant les votes ou avant le dépôt des amendements. Ils sont ainsi nombreux à frapper aux portes des députés et de leurs équipes afin de leur parler en quelques instants d'un sujet (qui est toujours « important ») et rappeler au député l'importance d'un amendement déposé ou d'une modification à ajouter dans un texte.

La première étape pour un lobbyiste du privé est toujours de convaincre un député de déposer l'amendement nécessaire aux intérêts privés défendus. La seconde étape est de s'assurer que l'amendement sera voté, ce qui nécessite parfois de faire du porte-à-porte auprès de députés clefs. Cela nécessite du monde, et parfois des renforts, notamment de la part des cabinets de conseil.

Les trois lobbies mentionnés plus haut, Shell Companies, ExxonMobil Petroleum and Chemicals et Fuels Europe sont d'ailleurs les trois lobbies fossiles qui ont le plus dépensé sur l'année écoulée pour leurs efforts de lobbying. Les trois déclarent en effet avoir dépensé entre 3 500 000€ et 3 999 999€¹⁶ l'année dernière, soit un total de 10,5 à 12 millions d'euros dépensés pour protéger des intérêts privés, au détriment de la sortie des énergies fossiles. Cette dernière est pourtant une nécessité pour le climat et sortir l'Union européenne de sa dépendance aux puissances étrangères, notamment américaine.

Il ne s'agit là que de trois des quarante lobbies fossiles identifiés. Des sommes astronomiques sont atteintes lorsque l'on additionne les sommes dépensées par chacun de ces acteurs. **Au total, les lobbies fossiles ont dépensé entre 47,9 et 55,6 millions d'euros¹⁷ pour tenter de changer les politiques européennes à leur avantage¹⁸.**

Dépenses de lobbying de l'industrie fossile sur l'année écoulée					
Moyenne des dépenses en cabinets de conseil	Minimum des dépenses en cabinets de conseil	Maximum des dépenses en cabinets de conseil	Moyenne des coûts de lobbying déclarés	Minimum des coûts de lobbying déclarés	Maximum des coûts de lobbying déclarés
2 857 490,00 €	2 995 002,00 €	4 919 970,00 €	51 767 480,00 €	47 910 000,00 €	55 624 960,00 €

¹⁶ Pages de Fuels Europe, ExxonMobil Petroleum & Chemical et Shell Companies sur le registre de transparence de l'Union européenne (accessibles au 01/10/2026)

https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=26207914726-42

https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=0745650927-75

https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=05032108616-26

¹⁷ Plus précisément, entre 47 910 000,00 € et 55 624 960,00 €. Ce qui donne une moyenne par lobby des énergies fossiles qui se situe entre 1 197 750,00 € et 1 390 624,00 €.

¹⁸ Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'influence des cabinets de conseil payés par les acteurs fossiles.

Ces sommes servent notamment à payer des cabinets de conseil qui vont faire du lobbying au nom des intérêts de leurs clients. Les lobbies des énergies fossiles ou de la finance sont occupés par de nombreux textes, leurs présences au Parlement européen sont donc parfois difficilement rattachables à un texte en particulier.

Le lobby du tabac est quant à lui plus transparent sur ses activités de lobbying, notamment avec le rôle que jouent les cabinets de conseil.

Le poids des cabinets de conseil dans le lobbying européen : étude de cas sur le lobby du tabac

Le lobbying de l'industrie du tabac permet d'illustrer le rôle immense que jouent les cabinets de conseil. La quinzaine d'entreprises ou d'associations professionnelles¹⁹ ne représentent qu'un peu plus de 400 entrées, et paient d'importantes sommes à certains cabinets de conseil. Ainsi, Utopia Lab, déclare avoir reçu entre 850 000 à 1 700 000€ l'année dernière, pour défendre notamment les intérêts de l'industrie du tabac.

Utopia Lab déclare notamment avoir reçu entre 200 000 et 299 999€ par Philip Morris International Inc. pour travailler sur le plan européen de lutte contre le cancer²⁰. Ce cabinet de conseil est l'un des 7 payés par Philip Morris International, qui annonce dépenser annuellement entre 2 750 000 et 2 999 999€ pour ses activités de lobbying²¹.

Utopia Lab est venue 254 fois en 110 jours l'année passée. Ce qui signifie que le cabinet de conseil était au Parlement européen un jour sur deux (49,33 % du temps). Malgré cette présence massive au Parlement européen, seuls quatre rendez-vous officiels ont été déclarés par des députés²², dont un en ligne. Ce qui signifie que **97,27 % du temps, Utopia Lab est au Parlement européen sans raison apparente**. Il ne s'agit pas d'une exception.

British American Tobacco est l'un des autres acteurs majeurs du tabac qui s'implique dans le lobbying au Parlement européen, et qui paie des cabinets de conseil, et dépense entre 3 500 000 et 3 999 999€ en lobbying chaque année, notamment pour agir sur les politiques européennes en matière de santé. Ce montant a d'ailleurs probablement augmenté depuis la publication annuelle de ces données. Le cabinet EUTOP Europe par exemple, annonce avoir reçu entre 700 000 et 799 999€ cette année, chargée en directives sur le tabac. Un montant

¹⁹ Notamment , British American Tobacco, Philip Morris International Inc, Imperial Brands PLC, European Cigar Manufacturers Association, Tobacco Europe AISBL, Federazione Italiana Tabaccai et Tabaqueira II
²⁰ « Philip Morris International Inc. | €200,000 - €299,999 | Legislative proposals regarding the European beating cancer plan ».

Page d'Utopia Lab sur le registre de transparence (accessible au 01/10/2026) :

https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=511123241099-96

²¹ Page de Philip Morris International Inc. sur le registre de transparence (accessible au 01/10/2026) :

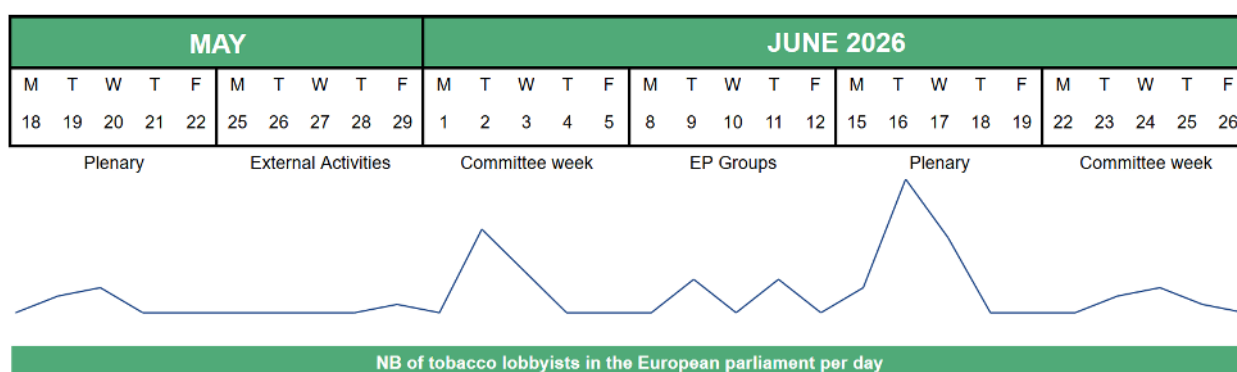
https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=51925911965-76

²² Page du parlement européen, recherche de rendez-vous (accessible au 01/10/2026) :

<https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?textualSearch=&transparencyRegisterIds=511123241099-96&fromDate=25%2F07%2F2025&toDate=24%2F07%2F2026>

200 000€ supérieur à ce qui est déclaré par British American Tobacco. Par ailleurs, NC+ est un autre cabinet de conseil aux longues présences inexplicables dans le Parlement européen. **Financé par British American Tobacco entre 300 000€ et 399 999€ pour agir sur la politique de santé européenne²³, le cabinet est venu 77 fois (en 55 jours) mais seul un rendez-vous est déclaré. Un taux de présence inexplicable de 98,19 %.**

Une analyse plus fine des dates de présence permet néanmoins de voir plus clair certains moments clés au Parlement européen. C'est notamment le cas de la réforme de la directive sur la taxation du tabac (*Tobacco Excise Directive* - TED), dont le but affiché par la Commission européenne est de préparer une génération sans tabac à partir de 2040. Cette proposition s'oppose donc directement aux intérêts de l'industrie du tabac.



Le 3 juin, les députés votaient en commission leur position sur la réforme de la directive relative à la taxation du tabac. Les données d'entrée au Parlement européen montrent ainsi de nombreux lobbyistes du tabac²⁴ venir les 2 et 3 juin afin d'essayer de convaincre les députés sur ce sujet hautement sensible pour l'avenir de leur industrie. Une fois adoptée en commission parlementaire, la position devait être présentée lors de la plénière deux semaines plus tard.

Sans surprise, le 16 et 17 juin, juste avant le vote, les lobbyistes se sont déplacés en masse à Strasbourg pour tenter jusqu'au bout d'obtenir l'issue la plus favorable pour eux. Le 16 juin, un lobbyiste sur 16 présent dans le parlement européen était directement payé par l'industrie du tabac, sans même compter les lobbyistes des cabinets de conseil. Une mobilisation du tabac inédite sur l'année 2025-2026.

²³ Page de NC+ sur le registre de transparence (accessible au 01/10/2026) :

https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_en?id=681352437701-33

²⁴ Le graphique ne prend pas en compte les cabinets de conseils financés par l'industrie du tabac. Ceux-ci traitent en effet des sujets parfois très variés, et donc viennent également lorsque les discussions parlementaires portent sur d'autres sujets.

Conclusion

La présence des lobbyistes au Parlement européen est massive. En un an, entre la reprise des travaux parlementaires en août 2025 et la pause estivale de juillet 2026, des lobbyistes sont entrés 62 684 fois dans le Parlement européen. Jusqu'à parfois être plus nombreux que les députés européens eux-mêmes.

Ces données inédites sur les entrées de lobbyistes dans l'enceinte du Parlement européen permettent de montrer qui sont les forces en présence au Parlement européen. Sans surprise, ce sont des acteurs privés qui représentent des intérêts économiques et financiers privés qui sont en immense majorité. Les intérêts privés représentent au minimum 62 % des entrées et 67 % des rendez-vous avec des parlementaires.

Parmi les 21 entreprises et groupes qui cumulent le plus d'entrées au Parlement européen, 12 représentent des intérêts non européens et 5 des entreprises sont impliquées dans l'expansion pétro-gazière. **Les lobbyistes de l'industrie fossile étaient présents 4 jours sur 5 au Parlement et leur contingent comptait en moyenne 8 personnes chaque jour.** C'est notamment par cette présence massive des lobbies des énergies fossiles que les nombreux reculs environnementaux de l'Union européenne peuvent s'expliquer.

Sur l'année écoulée, l'Union européenne a commencé à saborder ses lois, souvent au détriment de la santé des Européens, de la pérennité des ressources naturelles et de son indépendance énergétique. En étant complaisante face à Donald Trump, qui a personnellement appelé à supprimer la directive sur le devoir de vigilance²⁵, l'Union européenne a progressivement abandonné ses principes et certaines de ses lois. Les nouveaux « omnibus » prévus, notamment sur les polluants éternels, pourraient suivre le même chemin. **Il est impératif de rompre avec cette tendance qui met en danger les processus démocratique : la loi censée bénéficier à tous ne devrait pas être écrite par les intérêts privés.**

²⁵ Post TruthSocial de Donald Trump, reprenant la tribune de Andrew Puzder, US Ambassador to the EU publiée dans le Financial Times le 01/12/2025.

<https://truthsocial.com/@realDonaldTrump/posts/115877154046314028> disponible au 01/10/2026

« **Europe should repeal the directive that's killing its growth**

It badly needs access to reliable fossil fuels from dependable allies like the US »

ANNEXE I - Méthodologie

Afin de comprendre l'ampleur du lobbying au Parlement européen, trois données sont importantes : les budgets alloués au lobbying par les acteurs qui cherchent à influencer la décision politique, les rendez-vous réalisés avec les décideurs politiques, et les entrées et sorties au Parlement européen. Cette dernière donnée n'avait jamais été publiée, laissant ainsi un flou complet sur la l'étendue des intérêts privés et leur influence dans la légistique européenne.

En novembre 2025, l'ONG Reclaim Finance a entamé une série de cinq demandes d'accès aux documents administratifs. Ces demandes avaient le même but : obtenir les données relatives aux entrées et sorties des lobbyistes dans le Parlement européen. Après cinq demandes ([juillet-novembre 2025](#), [novembre-décembre 2025](#), [janvier-avril 2026](#), [mai-juin 2026](#) et [juillet 2027](#)), Reclaim Finance a compilé les fichiers et commencé le traitement des 1387 pages fournies par le Parlement européen.

Une première analyse, couvrant la période septembre-décembre 2025 avait été publiée en mars 2026 sur le site de l'ONG Reclaim finance (en [français](#) et en [anglais](#)).

La présente analyse se base sur une année complète au Parlement européen, de la reprise des travaux après la pause estivale jusqu'à la mise en pause des travaux parlementaires, soit 223 jours. Reclaim Finance a en effet fait le choix de ne compter que les jours lors desquels le Parlement européen est officiellement en session selon le calendrier parlementaire qu'il publie. Sont ainsi comptées les semaines de commission, les semaines de groupe, les semaines extérieures et les plénières. Sont exclues les 5 semaines sans activités (du 26 juillet 2025 au 24 août 2025, ainsi que du 25 décembre 2025 au 4 janvier 2026), ainsi que les jours fériés lors desquels le Parlement était fermé. Enfin, les jours où aucun lobbyiste n'est venu au Parlement ont été supprimés. Cette décision a mené à la suppression des 23 et 24 décembre, veille de vacances parlementaires, des 2 et 3 avril, avant le lundi de Pâques, et du vendredi 15 mai, lendemain de l'Ascension.

Les analyses relatives au nombre de rendez-vous déclarés par les parlementaires ont été faites fin septembre 2026, soit deux mois après les derniers rendez-vous réalisés par les parlementaires en juillet. Les analyses prennent en compte les rendez-vous réalisés sur la période 25 août 2025 - 24 juillet 2026.

La classification des lobbies (« Companies and groups », « professional consultancies », « Trade and business associations », etc.) et leur nationalité sont celles déclarées par les lobbies sur le Transparency Register.

Les lobbies « fossiles » sont ceux qui représentent directement et uniquement les intérêts de l'industrie. Sont donc compris FuelsEurope ou Eurogas, mais pas CEFIC ou American Chamber of Commerce, qui représentent toutefois une partie des intérêts fossiles. Les entreprises

	07					08				
	27	28	29	30	31	31	32	33	34	35
①		7	14	21	28		4	11	18	25
②	1	8	15	22	29		5	12	19	26
③	2	9	16	23	30		6	13	20	27
④	3	10	17	24	31		7	14	21	28
⑤	4	11	18	25		1	8	15	22	29
⑥	5	12	19	26		2	9	16	23	30
⑦	6	13	20	27		3	10	17	24	31

fossiles sont celles qui développent des projets pétroliers ou gaziers, en upstream et midstream, d'après les données de la Global Oil and Gas Exit List 2025 (gogel.org). Ainsi, l'entreprise Enel SpA est par exemple comptabilisée pour ses activités relatives à l'expansion LNG supérieures ou égales à un million de tonnes par an.

S'agissant enfin du croisement des données entre jours de présence et rendez-vous, Reclaim Finance a fait le décompte des jours uniques pour chacun des 40 acteurs des fossiles identifiés (soit un total de 1143). Pour chaque acteur, le nombre de jours de rendez-vous a également été compté (428). Ce nombre est différent du nombre de rendez-vous (560) car il arrive que les lobbyistes aient plusieurs rendez-vous le même jour. Enfin, les rendez-vous en dehors de Bruxelles ou de Strasbourg, comme les visites de site ou les rencontres virtuelles (60), ont été soustraits au nombre de jours de rendez-vous. On obtient donc :

$$\begin{aligned} &= (\text{Jours de rendez-vous} - \text{rendez-vous en dehors du Parlement}) / \text{Jours de présence} \\ &= (428 - 60) / 1143 \\ &= 0,322 \% \text{ de jours de présence expliqués par un rendez-vous.} \end{aligned}$$

Reclaim Finance tient à nouveau à remercier les équipes de la Transparency Unit du Parlement européen pour leur temps.

Pour toute question méthodologique, merci de vous adresser à Olivier Guérin, chargé de plaidoyer à Reclaim Finance, olivier@reclaimfinance.org